

Déclaration sur la visite de la gouverneure générale Michaëlle Jean au Rwanda
L'appui du Canada au dictateur Paul Kagame doit cesser

Nous avons appris, le 9 avril 2010, que la gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, allait se rendre en [visite officielle au Rwanda](#) du 20 au 23 avril 2010. Elle servira ainsi de caution à un régime parmi les plus répressifs et les plus meurtriers qui n'aient jamais existé, celui de Paul Kagame, un dictateur impitoyable. Mme Jean s'en va littéralement «serrer la main du diable», pour reprendre l'expression de Roméo Dallaire. Il ne semble malheureusement pas prévu, comme nous le souhaiterions, qu'elle rencontre des opposants politiques de M. Kagame, comme Victoire Ingabire, Bernard Ntaganda et Frank Habineza. La mise en scène annoncée de la visite officielle est typique des manoeuvres de diversion auxquelles nous a habitués le régime de M. Kagame depuis qu'il a commencé à mettre le Rwanda à feu et à sang, en octobre 1990.

Si la gouverneure générale du Canada voulait représenter dignement son pays, qui prétend constamment vouloir favoriser la démocratie dans le monde, elle profiterait de sa visite au Rwanda pour exiger:

- que les élections présidentielles du mois d'aout 2010 soient libres et démocratiques;
- que les partis d'oppositions soient reconnus et autorisés à faire campagne sans aucune forme d'intimidation;
- que des observateurs indépendants soient autorisés à circuler librement et commencent dès maintenant à superviser la campagne électorale.

Le dossier est accablant contre le FPR

En 20 ans, Paul Kagame et ses complices du Front patriotique rwandais (FPR) n'ont laissé dans leur sillage que la mort et la désolation. Environ six-millions de personnes ont perdu la vie à cause d'eux au Rwanda et dans l'Est du Congo. Ce sont indéniablement de grands criminels. Les preuves abondent. Mais, grâce à l'appui de certains États, y compris le Canada, ainsi que d'une partie importante des médias occidentaux, ils poursuivent leur œuvre dans l'impunité la plus totale. Ils ont reçu une sorte de permis de tuer. C'est un immense scandale. Une tache hideuse sur la face de l'humanité. Les Rwandais et les Congolais n'en peuvent plus d'être livrés en pâture à des tueurs. La gouverneure générale entendra-t-elle les cris étouffés des miséreux que la terreur instaurée par le FPR tiendra soigneusement à l'écart de la tribune d'honneur? Probablement pas, mais les médias, eux, devraient faire leur travail et poser des questions.

Nous rappelons aux gens que c'est le FPR qui a déclenché la guerre en octobre 1990, marquant ainsi sa préférence pour la violence dans le règlement des conflits. Début 1994, à la veille du génocide, les zones sous son emprise, où la presse n'était pas admise librement, avaient été vidées d'une bonne partie de leurs habitants. Ceux-ci

avaient dû fuir les massacres à grande échelle commis par le FPR. Un million de réfugiés vivaient à ce moment aux portes de Kigali, dans des camps dont on sortait une centaine de cadavres par jour.

Comme l'a montré l'enquête du juge français Jean-Louis Bruguière, c'est très probablement le FPR qui, le 6 avril 1994, a abattu l'avion transportant le président du Rwanda, Juvénal Habyarimana, et le président du Burundi, Cyprien Ntaryamira. Dès lors, le FPR dominait militairement. Violant les accords de paix, il avait infiltré dans Kigali 3 600 militaires et agents. Lorsque commencent les massacres du printemps 1994 et que les troupes du FPR rompent la trêve, les autorités rwandaises lui demandent un cessez-le-feu pour pouvoir démanteler les barrages et rétablir l'ordre. Le FPR refuse, ce qui équivaut à encourager les massacres. Il se livre lui-même à des [exterminations massives de civils innocents](#) et il met ses crimes sur le compte des «extrémistes hutus». Un prêtre québécois, le père Claude Simard, est assassiné par le FPR.

En 1995 et en 1996, les massacres du FPR se poursuivent au Rwanda, notamment à Kibeho. Puis, en 1996, la traque des réfugiés se transporte au Zaïre, pays qui changera de nom peu de temps après pour devenir la République démocratique du Congo. La terreur continue également de sévir au Rwanda. Des dizaines de milliers de civils innocents sont incarcérés sans procès. Les prisons surpeuplées deviennent des mouroirs. Le père Guy Pinard, un autre Québécois, est assassiné par le FPR en 1997.

Les massacres au Congo sont déguisés en chasse aux génocidaires

Le 6 février 2009, le ministre des Affaires étrangères du Canada, Lawrence Cannon, reprenait le refrain de Paul Kagame dans un [communiqué](#) encourageant le Rwanda et le Congo à faire la chasse aux génocidaires dans l'Est du Congo. Or, cette chasse aux génocidaires virtuels est ni plus ni moins qu'une grande opération d'extermination des populations bantoues du Congo. C'est un permis de massacrer donné aux marionnettes de Paul Kagame qui se sont emparées de divisions entières de l'armée congolaise.

De 2004 à 2008, les massacres du FPR au Congo furent dirigés par Laurent Nkunda, sous le déguisement du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP). Un [reportage percutant de Patrick Forestier](#) a révélé au grand jour l'œuvre de ce tueur avec la complicité des casques bleus de l'ONU, tout comme, en 1997, le documentaire «Loin du Rwanda», d'Hubert Sauper, avait révélé les massacres perpétrés par un autre homme de main de Kagame, James Kabarebe, qui tua 200 000 réfugiés rwandais cherchant désespérément à lui échapper dans la forêt zaïroise. Le Canada a été complice de ces massacres, en 1997, puisque les réfugiés en question avaient été «oubliés» par l'ONU grâce aux bons soins de Raymond Chrétien et du général Maurice Baril.

Laurent Nkunda a été rapatrié au Rwanda par Paul Kagame au début de 2009. Celui qui lui a succédé au Congo se nomme Jean-Bosco Ntaganda et est une autre

marionnette de Paul Kagame. La Cour pénale internationale a délivré un mandat d'arrêt contre ce criminel de guerre notoire, qui continue pourtant de se livrer en toute quiétude à sa répugnante besogne. Au début de novembre 2009, on apprenait que les tueurs de Ntaganda avaient, entre autres, massacré des centaines de réfugiés, hommes, femmes et enfants, appâtés avec une opération de vaccination contre la rougeole de Médecins sans frontières. Voilà la chasse aux génocidaires qu'encourage le ministre canadien Lawrence Cannon.

L'histoire convenue est fausse

Il n'existe [aucune liberté de presse](#), ni aucune liberté politique au Rwanda. Le FPR contrôle tout. C'est la dictature absolue. Et pour échapper à toute remise en question, Paul Kagame brandit régulièrement le spectre des génocidaires qui seraient encore à l'œuvre un peu partout, selon lui. Le génocide de 1994 est son fonds de commerce. Pourtant, il en est le principal responsable, comme l'ont déclaré clairement les acteurs de premier plan que sont l'ancien ministre des Affaires étrangères de la Belgique, [Willy Claes](#), et le commandant du secteur Kigali de la MINUAR, le colonel Luc Marchal.

En quinze années d'enquêtes et de procès, le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) a dû conclure qu'il n'y avait aucune preuve de complot génocidaire de la part du régime de l'ancien président, Juvénal Habyarimana. Non seulement il n'y a aucune preuve, mais les manigances judiciaires orchestrées par le FPR et ses puissants commanditaires, en particulier les États-Unis, avec la collaboration des procureurs du TPIR, ont été nombreuses. En voici quelques exemples.

- Une ancienne procureure du TPIR, la Canadienne Louise Arbour, a ordonné à l'un de ses enquêteurs, Michael Hourigan, de détruire les preuves de la responsabilité du FPR dans l'attentat du 6 avril 1994, qui a déclenché le génocide. Aucune accusation n'a jamais été portée au TPIR contre des membres du FPR.
- Le procureur actuel du TPIR, Hassan Bubacar Jallow, [a caché aux avocats de la défense des preuves importantes qui incriminent le FPR et disculpent des accusés](#) concernant les assassinats d'opposants politiques commis dans les jours ayant suivi l'attentat de 1994.
- Dans un jugement prononcé par la chambre d'appel du TPIR, le 16 novembre 2009, les juges ont sévèrement reproché au procureur la piètre qualité de son dossier, qui [reposait essentiellement sur des montages de fausses preuves et de faux témoignages](#). Ils ont ordonné la libération immédiate de Protais Zigiranyirazo, qui était censé être l'un des principaux planificateurs du génocide, selon la version de l'histoire abondamment véhiculée par certaines associations et certains journalistes. Les juges du TPIR ont ainsi établi que cette version de l'histoire, que nous appelons «l'histoire convenue», est fausse.

De nombreux experts, comme Bernard Lugan et Filip Reyntjens, ont complètement changé d'avis depuis 1994. Eux qui croyaient au départ à l'histoire convenue pointent aujourd'hui un doigt accusateur vers Paul Kagame et le FPR, qu'ils tiennent pour

principaux responsables du génocide. Il est assez incroyable, dans ces conditions, d'entendre des médias continuer de qualifier Théoneste Bagosora de «cerveau du génocide», [alors qu'il n'en est rien](#). Il est également tout à fait incroyable d'entendre des médias accréditer les rapports Mucyo et Mutsinzi, préparés à Kigali dans une tentative désespérée de brouiller les pistes. Bernard Lugan (voir «[La stratégie du mensonge](#)», concernant la seule preuve concrète présentée dans le rapport Mucyo) et Luc Marchal (voir [son analyse dévastatrice du rapport Mutsinzi](#)) ont prouvé hors de tout doute que ces rapports n'étaient rien d'autre que des tissus de mensonges.

Le blocage politique est total

Actuellement, au Rwanda, comme l'a si bien démontré Susan Thomson dans son [témoignage révélateur sur les camps de rééducation ingando](#), tous les Hutus sont considérés comme des génocidaires congénitaux. Loin d'être des instruments de justice et de réconciliation, les camps ingando et les tribunaux populaires gacaca sont une grosse machine à broyer toute résistance. Les prisons rwandaises débordent. La famine est répandue volontairement par des politiques agricoles désastreuses. L'injustice et l'indignité sont la règle. La soeur de l'un d'entre nous a vécu l'enfer de la justice et des prisons rwandaises. Totalement innocente, elle a été incarcérée plusieurs fois, sous de fausses accusations. Le récit de son calvaire est joint à la présente déclaration.

Toute opposition politique est sauvagement réprimée par Paul Kagame au moyen d'accusations sans fondement, quand ce n'est pas tout bonnement par l'intimidation physique ou le meurtre. Ainsi, la principale opposante politique de Paul Kagame, Victoire Ingabire Umuhoya, qui souhaite être candidate à l'élection présidentielle d'août 2010, est rentrée au Rwanda avec son assistant, Joseph Ntawangundi, le 16 janvier 2010, après des années d'exil. Deux semaines plus tard, M. Ntawangundi a été agressé. Les manoeuvres visant à les éliminer n'ont pas tardé.

Mme Ingabire est actuellement sous le coup d'une fausse enquête policière destinée à la discréditer. Dans un montage grossier, où le FPR fera sans aucun doute appel encore une fois à des syndicats de délateurs et à la fabrication de preuves, on accuse Mme Ingabire d'être une complice des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe prétendument noyauté par des génocidaires. Le régime de Kagame espère la traduire devant un tribunal militaire d'exception et l'y inculper de conspiration, de terrorisme et de soutien matériel au terrorisme. Toutes ces accusations sont ridiculement fausses, et Mme Ingabire l'a plusieurs fois démontré dans ses déclarations et les communiqués de son parti.

Human Rights Watch [a dénoncé énergiquement mais en vain le sort réservé aux opposants politiques qui osent défier Paul Kagame](#). Le Bloc québécois [a demandé au gouvernement canadien de s'assurer de la tenue d'élections libres et démocratiques au Rwanda](#). Les grands médias n'en ont pratiquement pas parlé au Québec. Le gouvernement du Canada semble, lui, vouloir continuer de jouer le jeu cynique de Paul Kagame.

Le silence des médias et de la classe politique au Canada va-t-il encore se poursuivre longtemps à propos de l'immense drame vécu par les peuples rwandais et congolais, aux prises avec le régime brutal de Paul Kagame? Il nous semble que la visite de la gouverneure générale du Canada au Rwanda est l'occasion de poser des questions et d'exiger des réponses. Les journalistes canadiens affectés à cette visite doivent sortir de Kigali et visiter les régions rurales du Rwanda. Ils doivent pouvoir parler librement aux Rwandais. Ils doivent exiger qu'on les laisse faire leur travail en toute liberté sans être suivis à la trace par des agents du FPR. Et si on leur refuse cette latitude, ils doivent en informer le public.

Les journalistes canadiens devraient pouvoir:

- rencontrer les partis d'opposition et les interviewer sans la présence des agents du FPR (civils, policiers ou militaires);
- rencontrer les journalistes locaux et les interviewer sans la présence des agents du FPR;
- rencontrer des personnes considérées comme menacées par le régime et les interviewer sans la présence des agents du FPR;
- visiter des personnes ou des institutions de leur choix sans la présence des agents du FPR.

Le 22 avril à 15 h 15, la gouverneure générale est censée se rendre à Kibirizi, où elle discutera avec des gens de la «participation croissante des femmes dans la société rwandaise». Alors, puisqu'il sera question des femmes, ce jour-là, pourquoi les journalistes ne cherchent-ils pas à obtenir une entrevue avec une femme qui voudrait devenir présidente du Rwanda, Victoire Ingabire Umuhiza?

Bref, la visite de la gouverneure générale du Canada serait une belle occasion, pour les médias, de donner enfin la parole aux gens de plus en plus nombreux qui ne cessent de dénoncer les crimes hideux de Paul Kagame et qui se demandent pourquoi le Canada lui fait l'honneur de lui envoyer sa gouverneure générale, au lieu de dénoncer le long historique de violence et de répression qui caractérise son régime.

Déclaration faite le 18 avril 2010

Martin Barakengera	Ottawa (Ontario)
Mastaki Bayange	Ottawa (Ontario)
Augustin Baziramwabo	Gatineau (Québec)
Lise Corbeil-Robin	Laval (Québec)
Bernard Desgagné	Gatineau (Québec)
Emmanuel Hakizimana	Laval (Québec)
Christelle Kampire	Gatineau (Québec)
Luc Marchal, commandant du secteur Kigali de la MINUAR	Corbais, Belgique

Pétronille Muhawenimana	Gloucester (Ontario)
François Munyabagisha	Drummondville (Québec)
Joseph Munyakazi	Ottawa (Ontario)
Perpétue Muramutse	Montréal (Québec)
Jean-Marie Ndagijimana, ancien ambassadeur du Rwanda	Orléans, France
Philomène Nishyirembere	Québec (Québec)
Pierre-Claver Nkinamubanzi	Gatineau (Québec)
Faustin Nsabimana	Montréal (Québec)
Robin Philpot	Montréal (Québec)
Roger Puati	Lausanne, Suisse
Timothée Rutazihana	Pierrefonds (Québec)
Laurent Saga	Gloucester (Ontario)
Jeanne-Marie Sindani	Munich, Allemagne

Liste non exhaustive d'experts, de juristes, de journalistes et de témoins de premier plan que nous invitons les médias canadiens à consulter.

Willy Claes
Benoît Colomba
Raphaël Constant
Pierre Crépeau
Serge Desouter
Peter Erlinder
Patrick Forestier
Florence Harmann
Michael Hourigan
Gabriel Lomont
Bernard Lugan
Luc Marchal
Fernando Andreu Merelles
Gaspard Musabyimana
Jean-Marie Vianney Ndagijimana
John Philpot
Robin Philpot
Terry Pickard
Carla Del Ponte
Filip Reyntjens
Hubert Sauper
Paul Skolnik
Susan Thomson
Marie-Béatrice Umutesi
Peter Verlinden